

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

[C – 2000/27261]

8 JUIN 2000. — Circulaire n° 2000/MINFP/ 007 relative au départ anticipé à mi-temps

Monsieur le Ministre-Président,
Madame et Messieurs les Ministres,
Messieurs les Secrétaires généraux,
Mesdames et Messieurs les fonctionnaires dirigeants compétents en matière de personnel,
Aux services du Gouvernement wallon et aux organismes d'intérêt public soumis à l'autorité ou au contrôle de la Région wallonne,

I. Introduction

La présente circulaire a pour objet d'explicitier les modalités d'application du régime du départ anticipé à mi-temps dont bénéficient les fonctionnaires des services du Gouvernement et de certains organismes d'intérêt public.

Elle remplace la circulaire 1999/02 relative au même objet.

II. Cadre réglementaire

Le départ anticipé à mi-temps a été instauré dans le droit de la fonction publique régionale par l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 juin 1997 relatif au départ anticipé à mi-temps.

L'arrêté du 11 mai 2000 a prorogé l'application de l'arrêté précité jusqu'au 31 décembre 2000.

Outre les fonctionnaires des services du Gouvernement, le régime du départ anticipé à mi-temps est accessible aux fonctionnaires des organismes d'intérêt public suivants :

- 1° le Port autonome de Liège;
- 2° le Port autonome de Charleroi;
- 3° le Port autonome de Namur;
- 4° la Société wallonne du Logement;
- 5° l'Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi;
- 6° l'Institut scientifique de service public;
- 7° l'Office régional de Promotion de l'Agriculture et de l'Horticulture;
- 8° le Centre régional d'aide aux communes;
- 9° l'Agence wallonne pour l'Intégration des personnes handicapées;
- 10° les centres hospitaliers psychiatriques de la Région wallonne;
- 11° l'Agence wallonne à l'Exportation;
- 12° l'Agence wallonne des Télécommunications;
- 13° l'Institut du Patrimoine wallon;
- 14° le Port autonome du Centre et de l'Ouest.

III. Les conditions requises pour bénéficier du départ anticipé à mi-temps

Les fonctionnaires visés au point II ont le droit de travailler à mi-temps pendant une période ininterrompue de cinq ans au maximum précédant la date de leur mise à la retraite, anticipée ou non.

Après l'introduction de la demande, il n'est plus permis de revenir sur la date de la mise à la retraite, à moins que cette date ne soit avancée.

Le régime du départ anticipé à mi-temps, tel qu'il est applicable aujourd'hui, concerne donc les fonctionnaires nés au plus tard en novembre 1946.

IV. La procédure applicable

Le fonctionnaire qui désire faire usage du droit au départ anticipé à mi-temps introduit sa demande par la voie hiérarchique au moins trois mois avant le début du congé pour départ anticipé à mi-temps tel que le fonctionnaire l'aura défini conformément aux règles énoncées au point III.

Le fonctionnaire reçoit un accusé de réception de sa demande.

Le supérieur hiérarchique de rang A2 au moins peut reporter l'ouverture du droit au départ anticipé à mi-temps à une date ultérieure à celle choisie par le fonctionnaire lorsqu'il estime qu'il est nécessaire de maintenir le fonctionnaire au travail à temps plein en raison de ses connaissances, capacités ou aptitudes spécifiques ou en raison de l'importance de la mission dont il est investi.

Dans ce cas, le report de l'entrée en vigueur du départ anticipé à mi-temps ne peut dépasser la durée de six mois.

Le départ anticipé à mi-temps peut toutefois être refusé aux fonctionnaires des niveaux 1 et 2+ pour des raisons inhérentes au bon fonctionnement du service, notamment celles mentionnées à l'alinéa précédent.

V. Effet du départ anticipé à mi-temps

Le fonctionnaire bénéficiant du départ anticipé à mi-temps est tenu d'accomplir au cours d'un mois la moitié des prestations afférentes à un travail à temps plein.

Les modalités des prestations sont définies d'un commun accord entre le fonctionnaire et le supérieur hiérarchique de rang A2 au moins, soit chaque jour soit selon une autre répartition fixée sur la semaine ou sur le mois.

La répartition des prestations se fait par jour entier ou demi-jour.

Le fonctionnaire absent pour départ anticipé à mi-temps est maintenu en activité de service.

Toutefois, il ne peut pas faire valoir ses titres à la promotion.

Le fonctionnaire bénéficiant du régime du départ anticipé à mi-temps ne peut pas obtenir un congé pour motif impérieux d'ordre familial ou un congé y assimilé et ne peut plus être admis à exercer des prestations réduites pour quelque motif que ce soit ni obtenir un régime d'interruption à mi-temps de la carrière professionnelle.

Par ailleurs, le fonctionnaire bénéficiant du départ anticipé à mi-temps perçoit une prime mensuelle de 11 940 francs et ne peut exercer aucune activité lucrative pendant son congé.

Enfin, l'arrêté royal n° 442 du 14 août 1986 relatif à l'incidence de certaines positions administratives sur les pensions des agents des services publics est d'application.

Cela signifie que la période durant laquelle le fonctionnaire a bénéficié du régime du départ anticipé à mi-temps sera entièrement prise en compte pour la fixation de son droit à la pension de retraite à concurrence toutefois de 20 % de la durée totale des prestations de sa carrière.

N'entrent toutefois pas en ligne de compte pour la détermination de la durée de la carrière :

1° les périodes de congé pour convenance personnelle;

2° les périodes d'interruption de carrière, sauf si le fonctionnaire a versé à titre personnel des cotisations pour sa pension afférentes à ces périodes.

Cela a pour conséquence qu'un fonctionnaire qui opérerait pour le départ anticipé à mi-temps pour la durée maximale de cinq ans et qui pourrait se prévaloir de 25 années de prestations ne serait en rien pénalisé pour ses droits à la pension du fait de son départ anticipé à mi-temps.

En vertu de l'article 15 de la loi du 10 avril 1995 relative à la redistribution du travail dans le secteur public tel qu'explicité par une circulaire du Ministre fédéral de la Fonction publique du 12 mai 1995, il appartient à l'administration qui emploie le fonctionnaire de verser la cotisation spéciale de 7,5 % sur la différence de salaire par rapport à une prestation complète, afin de sauvegarder les revenus admissibles pour la pension.

VI. Remplacement du fonctionnaire bénéficiant du départ anticipé à mi-temps

Dès lors que deux fonctionnaires font usage, dans le même ministère ou le même organisme d'intérêt public, du droit au départ anticipé à mi-temps, ils sont obligatoirement remplacés par un fonctionnaire complémentaire.

L'application de cette règle fondamentale doit se faire dans le respect des principes suivants :

1° le nombre de fonctionnaires complémentaires qu'il y a lieu de recruter doit être déterminé au niveau du ministère ou de l'organisme d'intérêt public concerné et non pas au niveau des subdivisions de ceux-ci;

2° le recrutement complémentaire doit avoir lieu par niveau. Cela signifie qu'il faut attendre que deux fonctionnaires d'un même niveau bénéficient du droit au départ anticipé à mi-temps pour qu'il soit procédé au recrutement d'un nouveau fonctionnaire de ce niveau.

Le nouveau fonctionnaire sera nécessairement recruté dans un grade de recrutement même si les fonctionnaires ayant bénéficié du départ anticipé à mi-temps étaient porteurs d'un grade de promotion;

3° la réglementation ne prévoit pas de délai endéans lequel le recrutement complémentaire doit avoir lieu. Il est admissible d'attendre le plus prochain programme de recrutement et d'y inclure le recrutement imposé en vertu de la réglementation relative au départ anticipé à mi-temps;

4° l'absence d'un emploi vacant au cadre ne peut porter préjudice au caractère obligatoire du recrutement. Le membre du personnel statutaire complémentaire pourra donc être en surnombre.

Cette solution est conforme à l'esprit de la réglementation relative au départ anticipé à mi-temps qui permet de conduire à un dépassement temporaire du cadre.

VII. Informations

Les responsables des ministères et organismes d'intérêt public transmettent au Ministre de la Fonction publique en sa qualité de président du Comité supérieur de concertation au plus tard le 31 mars de chaque année civile un relevé du nombre de fonctionnaires qui ont bénéficié d'un départ anticipé à mi-temps et des recrutements qui ont été opérés pour compenser ces départs anticipés à mi-temps.

Ces données seront transmises la première fois le 31 mars 2001.

Namur, le 8 juin 2000.

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

J.-M. SEVERIN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

[C – 2000/27261]

8. JUNI 2000 — Rundschreiben Nr. 2000/MINFP/007 über das vorzeitige Ausscheiden für die Hälfte der Arbeitszeit

Sehr geehrte Herr Minister-Präsident,

Sehr geehrte Frau Minister,

Sehr geehrte Herren Minister,

Sehr geehrte Herren Generalsekretäre,

Sehr geehrte Damen und Herren für das Personalwesen zuständige leitende Beamte,

An die Dienststellen der Wallonischen Regierung und die Einrichtungen öffentlichen Interesses, die der Aufsicht oder der Kontrolle der Wallonischen Region unterstehen.

I. Einleitung

Das vorliegende Rundschreiben zielt darauf ab, die Anwendungsbestimmungen des Systems des vorzeitigen Ausscheidens für die Hälfte der Arbeitszeit zu erläutern, das die Beamten der Dienststellen der Regierung und bestimmter Einrichtungen öffentlichen Interesses in Anspruch nehmen können.

Es ersetzt das Rundschreiben 1999/02 mit gleichem Gegenstand.

II. Gesetzliche Rahmenbedingungen

Das vorzeitige Ausscheiden für die Hälfte der Arbeitszeit wurde durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Juni 1997 über das vorzeitige Ausscheiden für die Hälfte der Arbeitszeit in das Recht des regionalen öffentlichen Dienstes aufgenommen.

Die Anwendbarkeit des vorerwähnten Erlasses wurde durch den Erlass vom 11. Mai 2000 bis zum 31. Dezember 2000 verlängert.

Zusätzlich zu den Beamten der Dienststellen der Regierung ist das System des vorzeitigen Ausscheidens für die Hälfte der Arbeitszeit den Beamten folgender Einrichtungen öffentlichen Interesses zugänglich:

- 1° der autonome Hafen von Lüttich;
- 2° der autonome Hafen von Charleroi;
- 3° der autonome Hafen von Namur;
- 4° die "Société régionale wallonne du Logement" (Regionale Wohnungsbaugesellschaft für die Wallonie);
- 5° das "Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi" (Gemeinschaftliches und Regionales Amt für Berufsbildung und Arbeitsbeschaffung);
- 6° das "Institut scientifique de service public" (wissenschaftliches Institut öffentlichen Dienstes);
- 7° das "Office régional de promotion de l'agriculture et de l'horticulture" (Regionales Amt zur Förderung der Landwirtschaft und des Gartenbaus);
- 8° das "Centre régional d'aide aux communes" (Regionales Beihilfezentrum für die Gemeinden);
- 9° die "Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées" (Wallonische Agentur für die Eingliederung der behinderten Personen);
- 10° die psychiatrischen Krankenhäuser der Wallonischen Region;
- 11° die "Agence wallonne à l'Exportation" (Wallonische Exportagentur);
- 12° die "Agence wallonne des Télécommunications" (Wallonische Telekommunikationsagentur);
- 13° das "Institut du Patrimoine wallon" (Institut für das wallonische Erbe);
- 14° der autonome Hafen Centre-Ouest.

III. Bedingungen, um das vorzeitige Ausscheiden für die Hälfte der Arbeitszeit beanspruchen zu können

Die unter Punkt II genannten Beamten sind berechtigt, während einer ununterbrochenen Dauer von höchstens 5 Jahren vor dem Datum, an dem sie in den Ruhestand versetzt werden, sei es vorzeitig oder nicht, die Hälfte der Arbeitsleistung zu erbringen.

Nach dem Einreichen des Antrags ist es nicht mehr erlaubt, das Datum der Versetzung in den Ruhestand abzuändern, außer um dieses Datum vorzuverlegen.

Das System des vorzeitigen Ausscheidens für die Hälfte der Arbeitszeit betrifft in seiner aktuellen Fassung somit die spätestens im November 1946 geborenen Beamten.

IV. Anwendbares Verfahren

Der Beamte, der das System des vorzeitigen Ausscheidens für die Hälfte der Arbeitszeit beanspruchen möchte, reicht seinen Antrag über den Amtsweg mindestens drei Monate vor Beginn der Beurlaubung wegen Ausscheidens für die Hälfte der Arbeitszeit ein, nachdem er vorab das Datum für den Beginn dieser Beurlaubung gemäß den unter Punkt III angeführten Bestimmungen festgelegt hat.

Dem Beamten wird der Eingang seines Antrags bestätigt.

Der hierarchische Vorgesetzte, der wenigstens den Dienstrang A2 besitzt, kann die Beanspruchung des Rechts auf vorzeitiges Ausscheiden für die Hälfte der Arbeitszeit auf ein späteres Datum, als das vom Beamten gewünschte, verlegen, wenn er der Ansicht ist, dass es notwendig ist, diesen Beamten aufgrund seiner Kenntnisse, Fähigkeiten oder spezifischen Befähigungen, oder aufgrund der Bedeutung der ihm anvertrauten Aufgabe weiter in Vollzeit zu beschäftigen.

In diesem Fall darf das Inkrafttreten des vorzeitigen Ausscheidens für die Hälfte der Arbeitszeit jedoch nicht länger als sechs Monate ausgesetzt werden.

Das vorzeitige Ausscheiden für die Hälfte der Arbeitszeit kann den Beamten der Stufe 1 und 2+ aus Diensterründen, wie zum Beispiel aus den in dem vorangehenden Absatz angeführten Gründen, verweigert werden.

V. Wirksamkeit des vorzeitigen Ausscheidens für die Hälfte der Arbeitszeit

Der Beamte, dem ein vorzeitiges Ausscheiden für die Hälfte der Arbeitszeit gewährt wird, ist verpflichtet, wenigstens die Hälfte der einer Vollzeitbeschäftigung entsprechenden Dienstleistungen zu erbringen.

Die Modalitäten für das Erbringen der Leistungen werden in gegenseitigem Einvernehmen zwischen dem Beamten und dem hierarchischen Vorgesetzten, der wenigstens den Dienstrang A2 besitzt, festgelegt. Dabei können täglich Leistungen erbracht, oder kann eine andere Aufteilung pro Woche oder Monat festgelegt werden.

Die Aufteilung der Leistungen bezieht sich auf ganze oder auf halbe Tage.

Der Beamte, der wegen Ausscheidens für die Hälfte der Arbeitszeit abwesend ist, wird als im aktiven Dienst stehend betrachtet.

Er kann jedoch nicht seine Beförderungsansprüche geltend machen.

Der Beamte, dem ein vorzeitiges Ausscheiden für die Hälfte der Arbeitszeit gewährt wird, kann nicht in den Genuss eines Urlaubs aus zwingenden Gründen familiärer Art oder eines gleichgestellten Urlaubs gelangen. Des weiteren ist es weder zulässig, dass er aus irgendeinem Grund verringerte Dienstleistungen erbringt, noch dass ihm eine halboberzeitige Laufbahnunterbrechung gewährt wird.

Zudem bezieht der Beamte, dem ein vorzeitiges Ausscheiden für die Hälfte der Arbeitszeit gewährt wird, eine Prämie von monatlich 11 940 BEF. Er darf während dieser Zeit keine Erwerbstätigkeit ausüben.

Schließlich ist der Königliche Erlass Nr. 442 vom 14. August 1986 über die Auswirkungen gewisser administrativer Stände auf die Pension der Bediensteten des öffentlichen Dienstes anwendbar.

Dies bedeutet, dass die Dauer, während deren der Beamte das System des vorzeitigen Ausscheidens für die Hälfte der Arbeitszeit in Anspruch genommen hat, bei der Bestimmung seines Rechts auf Ruhestandspension bis in Höhe von 20 % der gesamten während seiner Laufbahn erbrachten Arbeitsleistungen berücksichtigt wird.

Bei der Bestimmung der Dauer seiner Berufslaufbahn werden jedoch nicht berücksichtigt:

1° die Zeit, während deren er sich aus persönlichen Gründen hat beurlauben lassen;

2° die Zeit, während deren er seine Laufbahn unterbrochen hat, es sei denn, der Beamte hat selbst für diese Zeit Pensionsbeiträge gezahlt.

Dies führt dazu, dass ein Beamter, der sich für ein vorzeitiges Ausscheiden für die Hälfte der Arbeitszeit während der höchstmöglichen Dauer von fünf Jahren entscheiden würde und der 25 Dienstjahre vorweisen könnte bei der Bestimmung seiner Pensionsansprüche in keiner Weise durch dieses vorzeitige Ausscheiden für die Hälfte der Arbeitszeit benachteiligt würde.

Gemäß Artikel 15 des Gesetzes vom 10. April 1995 über die Neuverteilung der Arbeitszeit im öffentlichen Sektor, der in einem Rundschreiben des föderalen Ministers für den öffentlichen Dienst vom 12. Mai 1995 erläutert wurde, ist es Aufgabe der Verwaltung, die den Beamten beschäftigt, den Sonderbeitrag von 7,5 % auf den Gehaltsunterschied im Vergleich zu einer Vollzeitbeschäftigung zu entrichten, damit sich die bei der Berechnung der Pension zulässigen Gehälter nicht verringern.

VI. Ersetzung des Beamten, der vorzeitig für die Hälfte der Arbeitszeit ausscheidet

Beanspruchen innerhalb desselben Ministeriums oder derselben Einrichtung öffentlichen Interesses zwei Beamte das vorzeitige Ausscheiden für die Hälfte der Arbeitszeit, sind sie durch einen zusätzlichen Beamten zu ersetzen.

Bei der Anwendung dieser Grundregel sind die nachfolgenden Grundsätze zu beachten:

1° die Anzahl der zusätzlich anzuwerbenden Beamten ist jeweils auf Ebene des betreffenden Ministeriums oder der betreffenden Einrichtung öffentlichen Interesses zu bestimmen, und nicht auf der Ebene ihrer Unterabteilungen;

2° die zusätzliche Anwerbung hat pro Stufe zu erfolgen. Dies hat zur Folge, dass die Anwerbung eines neuen Beamten einer bestimmten Stufe erst erfolgen kann, nachdem zwei Beamten dieser Stufe das vorzeitige Ausscheiden für die Hälfte der Arbeitszeit gewährt wird.

Der neu angeworbene Beamte wird notwendigerweise in einen Anwerbsdienstgrad eingestuft, selbst wenn die Beamten, die das vorzeitige Ausscheiden für die Hälfte der Arbeitszeit beansprucht haben, in einem Beförderungsdienstgrad eingestuft waren;

3° in den Bestimmungen wird keine Frist vorgesehen, innerhalb deren die zusätzliche Anwerbung organisiert werden muss. Es ist zulässig, das nächste Anwerbungsprogramm abzuwarten und die aufgrund der Regelung über das vorzeitige Ausscheiden für die Hälfte der Arbeitszeit notwendig werdenden Anwerbungen darin zu integrieren;

4° Das Fehlen einer freien Stelle im Personalrahmen darf für die Verbindlichkeit der Anwerbung nicht von Nachteil sein. Das zusätzliche statutarische Personalmitglied darf sich daher in der Überzahl befinden.

Diese Lösung entspricht dem Geist der Bestimmungen über das vorzeitige Ausscheiden für die Hälfte der Arbeitszeit, der eine zeitweilige Überschreitung des Personalrahmens erlaubt.

VII. Informationen

Die Verantwortlichen der Ministerien und der Einrichtungen öffentlichen Interesses übermitteln dem Minister des öffentlichen Dienstes in seiner Eigenschaft als Vorsitzender des hohen Konzertierungsausschusses spätestens am 31. März jedes Kalenderjahres ein Verzeichnis der Beamten, die für die Hälfte der Arbeitszeit vorzeitig aus dem Dienst geschieden sind und der Anwerbungen, die durchgeführt worden sind, um diese Abgänge für die Hälfte der Arbeitszeit auszugleichen.

Diese Angaben sind am 31. März 2001 zum ersten Mal zu übermitteln.

Namur, den 8. Juni 2000

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,

VERTALING
 MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

[C – 2000/27261]

8 JUNI 2000. — Omzendbrief nr. 2000/MINFP/007 betreffende de halftijdse vervroegde uittreding

Mijnheer de Minister-President,
 Mevrouw en de Heren Ministers,
 De Heren Secretarissen-generaal,
 De Dames en Heren leidende ambtenaren bevoegd inzake het personeel,
 Aan de diensten van de Waalse Regering en aan de instellingen van openbaar nut die onder het gezag of het toezicht van het Waalse Gewest staan.

I. Inleiding

Voorliggende omzendbrief is bedoeld om de regels te verklaren die betrekking hebben op het stelsel van halftijdse vervroegde uittreding bestemd voor de personeelsleden van de Regeringsdiensten en van sommige instellingen van openbaar nut.

Omliggende omzendbrief vervangt de omzendbrief 1999/02 met hetzelfde onderwerp.

II. Regelgeving

De halftijdse vervroegde uittreding werd ingevoerd in het recht van de gewestelijke ambtenarenzaken bij het besluit van de Waalse Regering van 19 juni 1997 betreffende de halftijdse vervroegde uittreding.

Het besluit van 11 mei 2000 heeft de toepassing van voornoemd besluit tot 31 december 2000 verlengd.

Het stelsel van de halftijdse vervroegde uittreding is ook toegankelijk voor de personeelsleden van volgende instellingen van openbaar nut :

- 1° de Autonome haven van Luik;
- 2° de Autonome haven van Charleroi;
- 3° de Autonome haven van Namen;
- 4° de « Société wallonne du Logement » (Waalse Huisvestingsmaatschappij);
- 5° de « Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi » (Gemeenschaps- en Gewestdienst voor Beroepsopleiding en Arbeidsbemiddeling);
- 6° het « Institut scientifique de Service public » (Openbaar Wetenschappelijk Instituut);
- 7° de « Office régional de Promotion de l'Agriculture et de l'Horticulture » (Gewestelijke Dienst voor de Promotie van Land- en Tuinbouw);
- 8° het « Centre régional d'Aide aux Communes » (Gewestelijk Hulpcentrum voor Gemeenten);
- 9° het « Agence wallonne pour l'Intégration des Personnes handicapées » (Waals Agentschap voor de Integratie van de Gehandicapte Personen);
- 10° de psychiatrische ziekenhuizen van het Waalse Gewest;
- 11° het « Agence wallonne à l'Exportation » (Waals Exportagentschap);
- 12° het « Agence wallonne des Télécommunications » (Waals Agentschap voor Telecommunicatie);
- 13° het « Institut du Patrimoine wallon » (Instituut van het Waalse Patrimonium);
- 14° de Autonome Haven « du Centre et de l'Ouest ».

III. De vereiste voorwaarden om in aanmerking te komen voor de halftijdse vervroegde uittreding

De in punt II bedoelde personeelsleden mogen halftijds werken tijdens een ononderbroken periode van maximum vijf jaar vóór de datum van hun al dan niet vervroegde pensionering.

Na de indiening van de aanvraag mag de pensioneringsdatum alleen worden vervroegd.

Het huidige stelsel van de halftijdse vervroegde uittreding betreft dus de personeelsleden die uiterlijk in november 1946 geboren zijn.

IV. De gebruikelijke procedure

Het personeelslid dat van het recht op halftijdse vervroegde uittreding gebruik wenst te maken moet zijn aanvraag via de hiërarchische weg indienen ten minste drie maanden vóór het begin van het verlof wegens halftijdse vervroegde uittreding zoals bepaald door het personeelslid overeenkomstig de onder III vermelde regels.

Het personeelslid krijgt een ontvangbewijs van zijn aanvraag.

De hiërarchische meerdere van minstens rang A2 kan het ingaan van het recht op halftijdse vervroegde uittreding uitstellen tot een latere datum als hij het noodzakelijk acht het personeelslid in voltijdse dienst te houden wegens zijn specifieke kennis, begaafdheden of bekwaamheden of wegens het belang van zijn opdracht.

In dit geval mag de halftijdse vervroegde uittreding niet worden uitgesteld met meer dan zes maanden.

De halftijdse vervroegde uittreding kan echter worden geweigerd aan de personeelsleden van niveaus 1 en 2+ om redenen eigen aan de goede werking van de dienst, in het bijzonder die vermeld in het vorige lid.

V. Gevolg van de halftijdse vervroegde uittreding

Het personeelslid dat in aanmerking komt voor de halftijdse vervroegde uittreding moet in de loop van één maand de helft van de dienstprestaties verbonden met een voltijdse baan verrichten.

De regels m.b.t. de dienstprestaties worden in onderlinge overeenstemming tussen het personeelslid en de hiërarchische meerdere van minstens rang A2 bepaald, hetzij elke dag, hetzij volgens een andere indeling vastgesteld over de week of over de maand.

De dienstprestaties worden per gehele dag of per halve dag verdeeld.

Het personeelslid dat wegens halftijdse vervroegde uittreding afwezig is, wordt in dienst gehouden.

Hij mag echter geen aanspraak op bevordering maken.

Het personeelslid dat in aanmerking komt voor de halftijdse vervroegde uittreding mag geen verlof om dringende familiale redenen of een daarmee gelijkgesteld verlof krijgen en mag geen beperkte dienstprestaties meer verrichten om welke reden ook noch het stelsel van halftijdse onderbreking van de beroepsloopbaan genieten.

Het personeelslid dat in aanmerking komt voor de halftijdse vervroegde uittreding krijgt bovendien een jaarlijkse premie van 11 940 BEF en mag tijdens zijn verlof geen winstgevende activiteit uitoefenen.

Tenslotte is het koninklijk besluit nr. 442 van 14 augustus 1986 betreffende de weerslag van sommige administratieve toestanden op de pensioenen van de personeelsleden van de overheidsdiensten van toepassing.

Dit betekent dat de periode waarin het personeelslid de halftijdse vervroegde uittreding heeft genoten, in aanmerking wordt genomen voor de vaststelling van zijn recht op pensioen ten bedrage van 20 % van de totaalduur van zijn dienstprestaties.

Komen echter niet in aanmerking voor de vaststelling van de loopbaanduur :

1° de perioden van verlof wegens persoonlijke omstandigheden;

2° de perioden van loopbaanonderbreking behalve als het personeelslid onder persoonlijke titel bijdragen m.b.t. die perioden heeft uitbetaald.

Dit heeft tot gevolg dat een personeelslid dat de halftijdse vervroegde uittreding kiest voor maximum vijf jaar en dat zich kan beroepen op 25 dienstjaar, ten gevolge van zijn halftijdse vervroegde uittreding niet wordt benadeeld wat betreft zijn rechten op pensioen.

Overeenkomstig artikel 15 van de wet van 10 april 1995 betreffende de herverdeling van de arbeid in de openbare sector, zoals uitdrukkelijk geformuleerd in een omzendbrief van de federale Minister van Ambtenarenzaken van 12 mei 1995, moet het bestuur waar het personeelslid in dienst is de bijzondere bijdrage van 7,5 % storten op het salarisverschil in vergelijking met een volledige dienstverstrekking, om de inkomsten die in aanmerking komen voor het pensioen te bewaren.

VI. Vervanging van het personeelslid dat in aanmerking komt voor de halftijdse vervroegde uittreding

Als twee personeelsleden gebruik maken, in hetzelfde ministerie of in dezelfde instelling van openbaar nut, van het recht op halftijdse vervroegde uittreding, moeten ze door een bijkomend personeelslid worden vervangen.

Die grondregel moet worden toegepast met inachtneming van volgende beginselen :

1° het aantal aan te werven bijkomende personeelsleden moet worden vastgesteld op het niveau van het/de betrokken ministerie/instelling van openbaar nut en niet op het niveau van hun afdelingen;

2° de bijkomende aanwerving moet per niveau plaatsvinden. Dit betekent dat een nieuw personeelslid van een bepaald niveau wordt aangeworven als twee personeelsleden van hetzelfde niveau in aanmerking komen voor de halftijdse vervroegde uittreding.

Het nieuwe personeelslid moet in een aanwervingsgraad worden aangeworven zelfs als de personeelsleden die in aanmerking kwamen voor de halftijdse vervroegde uittreding houder waren van een bevorderingsgraad;

3° de regelgeving betreffende de halftijdse vervroegde uittreding vermeldt geen termijn voor de verplichte bijkomende aanwerving. Die moet het liefst plaatsvinden in het kader van het volgende aanwervingsprogramma;

4° et gebrek aan vacante betrekking in de personeelsformatie mag geen afbreuk doen aan de verplichte aard van de aanwerving. Het statutaire personeelslid mag dus overtollig zijn. Deze oplossing stemt overeen met de geest van de regelgeving betreffende de halftijdse vervroegde uittreding en maakt een tijdelijke overschrijding van de personeelsformatie mogelijk.

VII. Informatie

De leidende ambtenaren van de ministeries en instellingen van openbaar nut sturen uiterlijk op 31 maart van elk kalenderjaar een lijst van het aantal personeelsleden die in aanmerking zijn gekomen voor de halftijdse vervroegde uittreding en van de aanwervingen die verricht werden om die uittredingen te compenseren, aan de Minister van Ambtenarenzaken in zijn hoedanigheid van voorzitter van het Hoge Overlegcomité.

Die gegevens zullen voor de eerste keer op 31 maart 2001 worden overgemaakt.

Namen, 8 juni 2000.

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
J.-M. SEVERIN

WETTELIJKE BEKENDMAKINGEN EN VERSCHILLENDE BERICHTEN PUBLICATIONS LEGALES ET AVIS DIVERS

Wetgevende Kamers — Chambres législatives

BELGISCHE SENAAT

[S - C - 2000/19605]

Plenaire vergaderingen

Agenda

Donderdag 29 juni 2000

a) 's ochtends, te 10 uur :

1. Evocatieprocedure.

Wetsontwerp tot wijziging van de wet van 30 juli 1979 betreffende de radiobeachting en van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven.

2. Vragen om uitleg :

a) van de heer René Thissen aan de Vice-Eerste Minister en Minister van Werkgelegenheid, over « de startbaanovereenkomst »;

b) van de heer Patrik Vankrunkelsven aan de Minister van Economie en Wetenschappelijk Onderzoek en aan de Minister van Consumentenzaken, Volksgezondheid en Leefmilieu, over « de verplichting tot opbaren van overledenen in een hermetische kist ».

b) 's namiddags, te 15 uur :

1. Inoverwegingneming van voorstellen.

2. Mondelinge vragen.

3. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 24 van de wet van 20 juli 1971 op de begraafplaatsen en de lijkbezorging (van Mevr. Jeannine Leduc c.s.).

SENAT DE BELGIQUE

[S - C - 2000/19605]

Séances plénières

Ordre du jour

Jeudi 29 juin 2000

a) le matin, à 10 heures :

1. Procédure d'évocation.

Projet de loi modifiant la loi du 30 juillet 1979 relative aux radiocommunications et la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques.

2. Demandes d'explications :

a) de M. René Thissen au Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Emploi, sur « la convention de premier emploi »;

b) de M. Patrik Vankrunkelsven au Ministre de l'Economie et de la Recherche scientifique et au Ministre de la Protection de la consommation, de la Santé publique et de l'Environnement, sur « l'obligation de mise immédiate des corps en cercueil hermétique ».

b) l'après-midi, à 15 heures :

1. Prise en considération de propositions.

2. Questions orales.

3. Proposition de loi modifiant l'article 24 de la loi du 20 juillet 1971 sur les funérailles et sépultures (de Mme Jeannine Leduc et consorts).